

3^E TRIMESTRE
2024

Observation Partenariale de la Conjoncture

Communiqué n°61

Un 3^e trimestre 2024 contrasté : regain de l'emploi salarie privé, accélération des défaillances d'entreprises

Points de vigilance

L'activité progresse

Au 3^e trimestre 2024, l'économie française affiche une hausse modérée de l'activité, portée par la demande intérieure, notamment sous l'effet des Jeux Olympiques et Paralympiques. En région, des signaux de fragilité persistent : les défaillances d'entreprises poursuivent leur hausse entamée en 2022 - se rapprochant des plus hauts de 2010 - notamment dans la construction et l'immobilier. Les salaires se stabilisent après des hausses modérées les trimestres précédents.

Un marché du travail contrasté

Après un ralentissement au 2^e trimestre, l'emploi salarié accélère ce trimestre, notamment grâce au redressement de l'emploi privé qui avait marqué le pas. Intérim compris, l'industrie et le tertiaire marchand repartent à la hausse après une stabilisation au 2^e trimestre. Dans la construction, les effectifs reculent pour le 6^e trimestre consécutif. Le taux de chômage, quasi-stable, demeure proche de son niveau le plus bas. La demande d'emploi repart légèrement à la hausse. La durée moyenne d'inscription à France travail continue à se dégrader et le volume des offres recule nettement.

Situation sociale

La baisse du nombre de bénéficiaires du RSA ralentit en région. Dans le Var et les Bouches-du-Rhône, ce recul s'interrompt.

Retour sur la plénière du 21 janvier 2025

Le commerce en Provence-Alpes-Côte d'Azur

Le commerce est le premier secteur employeur dans notre région. Si 9 des 10 principaux établissements employeurs sont des hypermarchés, les postes salariés du secteur se concentrent dans les TPE-PME, notamment dans les structures de moins de 10 salariés. Le commerce est un secteur jeune, avec une part importante de professionnels de moins de 30 ans, qui offre des emplois stables mais des salaires relativement plus faibles que ceux des autres secteurs. Les tensions sont prégnantes parmi les principaux métiers du commerce : 8 sur 10 sont identifiés comme étant en tension par la Dares et

France Travail. Entre 2019 et 2030, les postes à pouvoir dans les métiers du commerce en région viseront pour l'essentiel à remplacer les départs en fin de carrière. Les formations commerciales de type BTS attirent un grand nombre de jeunes et l'apprentissage y est particulièrement développé.

Le commerce couvre une large palette de métiers, dans les domaines de la vente, du marketing, des achats et de la conception de produits... Il s'agit d'un secteur qui est confronté à de nombreux enjeux, notamment en lien avec l'évolution des pratiques de consommation, comme la digitalisation des achats et l'essor de la seconde main.



Chiffres clés



2 033 800
emplois salariés



7,9 %
taux de chômage



4 464 400
demandeurs d'emploi
(cat. A, B, C)



6 700
défaillances
d'entreprises*



25 720
créations d'entreprises
(immatriculations)

Évolution

T3 2024 / T2 2024

↗ **+0,4 %**

+0,2 % en France
métropolitaine

↗ **+0,1pt**

+0,1pt en France
métropolitaine

↗ **+0,3 %**

+0,2 % en France
métropolitaine

↗ **+25 %**

+24 % en France
entière*

↘ **-1,9 %**

-3,3 % en France
métropolitaine

*Défaillances d'entreprises sur 12 mois

Hausse ponctuelle de l'activité nationale

En France, l'activité a accéléré au 3^e trimestre 2024 (+0,4 %, après +0,2 %), portée par le soutien ponctuel des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris. La demande intérieure a augmenté grâce à la progression de la consommation des ménages et au dynamisme des administrations, alors que la baisse de l'investissement s'est poursuivie. Le commerce extérieur a légèrement pesé sur l'activité : les importations ont reculé, mais les exportations plus encore, en particulier pour les produits manufacturés. Les incertitudes politiques pèsent sur la confiance des ménages et sur le climat des affaires qui a chuté à l'été. L'investissement des ménages, comme celui des entreprises, baisse. En prévision, l'activité marquerait le pas au 4^e trimestre 2024 par contrecoup des Jeux Olympiques et Paralympiques, puis croîtrait faiblement au 1^{er} semestre 2025 (+0,2 % par trimestre). L'acquis de croissance pour 2025 à mi-année serait modeste à +0,5 %.

► **Pour en savoir plus :** « [L'activité suspendue à un regain de confiance](#) », [Insee Note de conjoncture, décembre 2024](#)

Une situation de fragilité qui persiste en région

Les défaillances toujours en hausse

Au 3^e trimestre 2024, le nombre de défaillances d'entreprises en **Provence-Alpes-Côte d'Azur** poursuit sa hausse entamée depuis début 2022. Près de 6 700 entreprises ont déposé le bilan sur les douze derniers mois (d'octobre 2023 à septembre 2024), contre 5 300 sur les douze mois précédents, soit une augmentation de +25 %. La tendance est similaire au niveau national (+24 %).

Cette augmentation des défaillances sur un an concerne tous les **secteurs**. Elle est particulièrement marquée dans les *Activités immobilières* (+63 % sur un an), les *Transports* (+45 %), les *Activités financières et d'assurance* (+36 %) et la *Construction* (+34 %, avec près d'un quart des défaillances enregistrées). Dans l'*Hébergement-restauration* et le *Commerce*, le rythme est moins soutenu qu'aux trimestres précédents (respectivement +29 % et +20 % sur un an).

Tous les **départements** de la région suivent cette tendance à la hausse sur un an. La progression est nette dans les Alpes-de-Haute-Provence (+40 % sur un an), suivies des Alpes-Maritimes, des Bouches-du-Rhône et du Var (respectivement +24 %, +25 % et +34 %), et plus contenue dans le Vaucluse (+14 %).

Des créations d'entreprises toujours en baisse

Au 3^e trimestre 2024, 25 720 immatriculations de nouvelles entreprises ont été enregistrées en **Provence-Alpes-Côte d'Azur**. Ce volume est en baisse de -1,9 % par rapport au 2^e trimestre. Cette baisse est toutefois moins soutenue qu'au trimestre précédent (-5,7 %), après un début d'année dynamique (+5,9 %). Elle est par ailleurs plus importante pour les entreprises classiques



Contexte international

Au 3^e trimestre 2024, la zone euro a connu une croissance en trompe-l'oeil (+0,4 %, après +0,2 %). Si la vigueur de l'économie espagnole ne se dément pas, l'activité est restée à l'arrêt en Italie et en Allemagne, tandis qu'elle a accéléré en France sous le seul effet des Jeux Olympiques et Paralympiques. Sur le continent européen, la reprise qui s'esquissait depuis le début de l'année 2024 s'essouffle déjà et la convalescence se prolonge. Le contraste est frappant entre la morosité du Vieux Continent et la santé de l'économie américaine, où la croissance se maintient à un rythme élevé (+0,7 % à l'été, après +0,7 % au printemps).

(hors micro-entrepreneurs) que pour les micro-entrepreneurs (-2,5 %, contre -1,7 %), alors que ces derniers représentent les deux tiers des immatriculations de la région. Au niveau national, pour l'ensemble des entreprises, les créations baissent aussi, mais plus rapidement qu'au 2^e trimestre (-3,3 %, après -1,9 %).

► **Pour en savoir plus :** « [L'activité économique continue de ralentir malgré un été dynamique pour le tourisme, l'industrie et le tertiaire non marchand](#) », [Insee Conjoncture Provence-Alpes-Côte d'Azur, n° 52, janvier 2025](#).

Stagnation des salaires

Au 3^e trimestre 2024, le salaire moyen par tête mensuel (SMPT)* – hors prime de partage de la valeur – s'élève à 2 773 € en région. Il stagne par rapport au trimestre précédent, en partie en lien avec l'absence de revalorisation exceptionnelle du SMIC, en dehors de celle du 1^{er} janvier et depuis celle appliquée à compter du 1^{er} mai 2023. Le SMPT reste inférieur de 215 € au SMPT national, mais s'accroît à un rythme légèrement plus élevé sur un an (+2,7 %, contre +2,5 % au national).

Si le secteur de la construction verse en moyenne les salaires les plus bas (2 438 €), celui de l'industrie pourvoit les salaires les plus élevés (3 726 €). Dans ce dernier, seule l'*Industrie agro-alimentaire* n'atteint pas le SMPT de la région (2 430 €), les activités de *Cokéfaction et raffinage* affichent quant à elles le SMPT le plus élevé (6 210 €). À l'inverse, le sous-secteur de l'*Hébergement et restauration* présente le SMPT le plus bas (2 152 €).

* **Le salaire moyen par tête (SMPT) :** est calculé en rapportant la masse salariale du trimestre à l'effectif moyen observé sur le trimestre ; il est divisé par trois pour obtenir une grandeur mensuelle. Les effectifs intérimaires pris en compte pour le calcul du SMPT sont ceux produits par la Dares.

► **Pour en savoir plus :** [Stat'Ur conjoncture, n° 79, Urssaf PACA, décembre 2024](#).



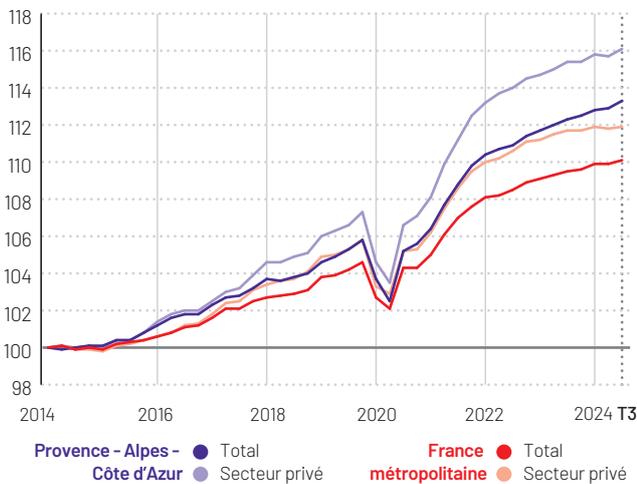
Redressement de l'emploi salarié

Un rebond de l'emploi salarié plus marqué qu'au niveau national

Au 3^e trimestre 2024, l'emploi salarié accélère en **Provence-Alpes-Côte d'Azur**, après un 2^e trimestre quasi-stable : +0,4 % (soit +7 300 salariés), après +0,1%. Ce redressement s'explique par celui de l'emploi privé qui avait marqué le pas au printemps (+0,4 %, après une stabilité) et qui représente les trois quarts de l'emploi salarié total. De son côté, l'emploi public reste dynamique et progresse au même rythme que le secteur privé (+0,4 %, comme au 2^e trimestre). L'intérim soutient très peu la croissance de l'emploi mais augmente à un rythme plus accéléré (+0,8 %, soit +400 salariés, après +0,4 %). Fin septembre 2024, le nombre de salariés s'élève ainsi à 2 033 800 : c'est 18 100 de plus qu'un an auparavant, soit +0,9 % (+0,7 % dans le privé et +1,6 % dans le public).

Évolution de l'emploi salarié

Données CVS, base 100 au 1^{er} trimestre 2014



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee.
 Champ : emploi salarié en fin de trimestre.
 Note : données provisoires.

Dans le **tertiaire marchand**, l'emploi (intérim compris) repart à la hausse, après s'être stabilisé au 2^e trimestre : +0,4 % au 3^e trimestre, soit +3 800 salariés. Près de 900 créations d'emploi sont imputables à l'intérim. Les évolutions au sein des sous-secteurs sont cependant hétérogènes. Si les augmentations sont très marquées dans les *Transports et entreposage* (+1,1 %, après +0,4 %) et *l'Hébergement-restauration* (+1,0 %, après -0,3 %), elles sont beaucoup plus mesurées ailleurs, comprises entre +0,1 % et +0,4 %, comme dans le *Commerce* (+0,2 %, après -0,5 %). Dans deux sous-secteurs en revanche, les effectifs diminuent : dans les *Services de soutien aux ménages*, l'emploi se contracte pour la 1^{re} fois depuis la crise sanitaire (-0,2 %, après +0,9 %), tandis que les *Activités immobilières* poursuivent leur baisse enclenchée il y a deux ans (-1,0 %, après -0,9 %).

+0,4 % d'emplois salariés sur le trimestre, soit 7 300 emplois en plus.

L'emploi repart à la hausse dans l'industrie et le tertiaire marchand.

Les déclarations d'embauche sont en repli.

Au total, l'emploi dans le tertiaire marchand dépasse de +0,7 % son niveau d'il y a un an (+7 400 salariés).

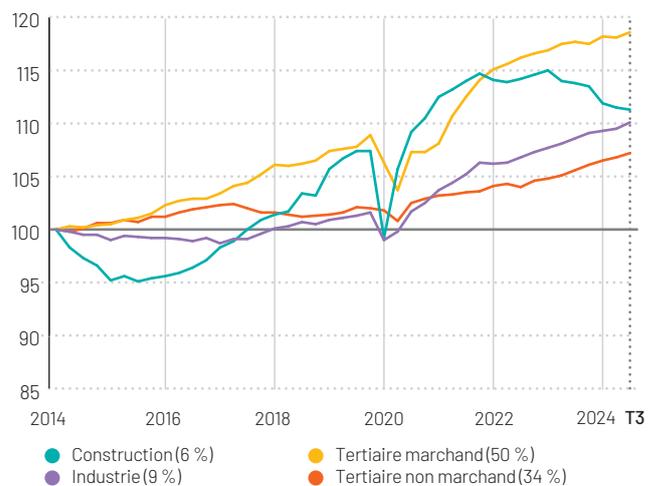
Dans le **tertiaire non marchand** (intérim compris), la croissance de l'emploi se prolonge de façon quasi-ininterrompue depuis la crise sanitaire : +0,4 %, soit +2 500 salariés, après +0,3 %. Sur un an, elle atteint +1,6 % (+10 600 salariés).

Dans l'**industrie** (intérim compris), la croissance progresse vivement, après un 2^e trimestre quasi-stable : +0,6 %, soit +1100 salariés, après +0,1%. Les effectifs rebondissent nettement dans la *Fabrication de matériels de transport* (+1,3 %, après +0,2 %) et *l'Industrie agro-alimentaire* (+1,0 %, après +0,1 %) et, de façon plus mesurée, dans la *Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines* (+0,5 %, après -0,1 %). La croissance se prolonge au même rythme qu'au trimestre précédent dans le *Raffinage, industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution* (+0,6 %). Seul le sous-secteur de la *Fabrication d'autres produits industriels* demeure atone (+0,1 %, après une stabilité). Sur un an, l'emploi salarié industriel s'élève de +1,4 % (+2 600 salariés).

Dans la **construction**, les effectifs (intérim compris) reculent pour le 6^e trimestre consécutif, mais sur un rythme de moins en moins soutenu depuis le début de l'année : -0,2 %, soit -310 salariés, après -0,4 %. En rythme annuel, la contraction demeure néanmoins très forte : -2,2 % (soit -2 900 salariés).

Évolution de l'emploi salarié y compris intérim, en Provence - Alpes - Côte d'Azur

Données CVS, base 100 au 1^{er} trimestre 2014



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee.
 Champ : emploi salarié en fin de trimestre.
 Note : données provisoires pour le dernier trimestre et révisées pour les trimestres précédents.

Au 3^e trimestre 2024, l'emploi salarié repart à la hausse dans la plupart des **départements** de la région, après avoir reculé au 2^e trimestre : les Hautes-Alpes (+0,6 %, après -0,7 %),

le Var (+0,4 %, après -0,1%), les Alpes-de-Haute-Provence (+0,2 %, après -0,3 %) et le Vaucluse (+0,2 %, après -0,1%). Les principaux contributeurs à l'augmentation régionale sont les Alpes-Maritimes (+0,4 %, après une stabilité) et surtout les Bouches-du-Rhône (+0,3 %, comme au 2^e trimestre), seul département où la croissance annuelle dépasse la régionale.

En **France métropolitaine**, malgré une progression de l'emploi public vigoureuse au 3^e trimestre 2024 (+0,4 %, après +0,3 % au 2^e trimestre), la croissance de l'emploi salarié total est plus modérée qu'en région (+0,2 %, après -0,1%), car l'emploi privé peine à se redresser (+0,1 %, après -0,2 %). Depuis début 2023, les effectifs intérimaires ne cessent de reculer (-0,9 %, après -2,3 %).

► **Pour en savoir plus :** [« Été 2024 : regain inopiné de l'emploi, chômage toujours au plus bas », Drees Provence-Alpes-Côte d'Azur, n° 16, janvier 2025](#)

Repli des embauches au 3^e trimestre 2024

Sur un an, le nombre des déclarations préalables à l'embauche (DPAE) en **Provence-Alpes-Côte d'Azur** régresse de -1%, suivant la tendance nationale. La dynamique des CDD d'un mois ou moins, relevée pour l'ensemble du territoire français (+2 %), ne se confirme pas en région, où ce type de contrat se contracte légèrement de -0,3 % sur un an. Les embauches en CDI continuent leur repli (-5 %). Pour les CDD de plus d'un mois, la décroissance est de -2 %. Seules les entreprises de 250 salariés et plus se distinguent pour une augmentation de leurs DPAE. Elles progressent de +14 %, portées par le dynamisme des CDD de plus d'un mois (+7 %) et des CDD d'un mois ou moins (+19 %).

Au 3^e trimestre 2024, seul le **secteur** du *Commerce* renoue légèrement avec la croissance (+0,3 %). Le secteur de la *Construction* reste vulnérable avec un nombre d'embauches en nette diminution (-7 % sur un an). Cette baisse s'observe dans l'en-



Zoom sur l'apprentissage

La croissance de l'apprentissage toujours modérée

Fin septembre 2024, **Provence-Alpes-Côte d'Azur** compte **69 200 apprentis** dans les secteurs public et privé. Après avoir enregistré des taux de croissance annuels à deux chiffres, ce nombre progresse modestement sur des rythmes comparables depuis mi-2023 : +3 % sur un an, soit +2 300, après +4 % au trimestre précédent.

En **France métropolitaine**, les rythmes de croissance sont identiques : +3 % sur un an, soit +29 300, après +4 % mi-2024. Le nombre d'apprentis s'élève à 987 600.

Au niveau régional, **la hausse du nombre d'apprentis entre le 3^e trimestre 2023 et le 3^e trimestre 2024 explique environ une création d'emploi salarié sur dix** sur l'année glissante comme un an plus tôt. À l'échelon national, cette part reste plus importante qu'en région, autour d'un quart.

semble des départements. Les DPAE dans les secteurs des *Services*, des *Hôtels-café-restaurants* et de *l'Industrie* décroient également mais à un rythme moins prononcé (respectivement -2 %, -0,3 % et -0,3 %). Ce sont les activités d'*Information et communication* (-18 %) et *Immobilières* (-14 %) qui présentent les plus forts replis annuels.

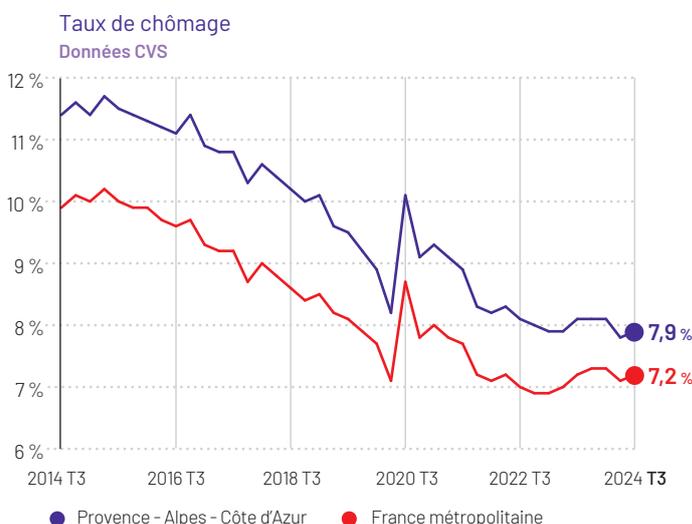
Un marché du travail contrasté

Le taux de chômage demeure au plus bas

Au 3^e trimestre 2024, le taux de chômage localisé s'établit à 7,9 % de la population active en **Provence-Alpes-Côte d'Azur**, soit +0,1 point par rapport au 2^e trimestre (après -0,3 point), date à laquelle il avait atteint son niveau le plus bas depuis 1982. Sur un an, il décroît de -0,2 point.

En **France métropolitaine**, le taux de chômage au sens du BIT s'élève à 7,2 % de la population active, également en hausse de +0,1 point sur un trimestre (après -0,2 point). Contrairement à

Avertissement : au 2^e trimestre 2020, avec le confinement général de la population, un grand nombre de personnes basculent temporairement vers l'inactivité, faute notamment de pouvoir réaliser des recherches actives d'emploi dans les conditions habituelles. Le taux de chômage recule alors « en trompe-l'œil » malgré une chute inédite de l'emploi. Au 3^e trimestre, le retour à un comportement plus habituel de recherche et un niveau d'emploi encore déprimé conduisent à un fort rebond du taux de chômage. Au 4^e trimestre, le taux se replie de nouveau, sous l'effet conjoint de la poursuite du rebond de l'emploi et de la légère baisse du taux d'activité liée au deuxième confinement. Depuis début 2021, la dynamique du taux de chômage s'explique à niveau par les mécanismes traditionnels d'évolution du taux d'emploi et de la population active.



Note : données trimestrielles provisoires ; estimation à +/-0,3 point près du niveau du taux de chômage national et de son évolution d'un trimestre à l'autre.

Source : Insee - Taux de chômage au sens du BIT (national) et taux de chômage localisé (régional).



la région, il demeure supérieur de +0,5 point à son point bas atteint en 1982. Sur un an, il se stabilise.

Après avoir diminué dans tous les **départements** de la région au printemps, le taux de chômage se stabilise quasiment partout au 3^e trimestre : les Hautes-Alpes (6,2 %), les Alpes-Maritimes (6,7 %), les Alpes-de-Haute-Provence (8,0 %), les Bouches-du-Rhône (8,5 %) et le Vaucluse (9,7 %). Dans le Var, il augmente à peine, de +0,1 point (7,2 %).

Le recul de la demande d'emploi s'interrompt

Au 3^e trimestre 2024, **Provence-Alpes-Côte d'Azur** compte en moyenne 446 400 demandeurs d'emploi inscrits sur les listes de France Travail en catégories A, B, C (tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, en activité réduite ou sans activité). Ce nombre repart légèrement à la hausse, après deux trimestres de diminution (+0,3 %, soit +1200 demandeurs d'emploi, après -1,0 %). Sur un an, le recul s'atténue (-0,1 %, après -0,3 %).

La baisse trimestrielle s'interrompt pour les **hommes** comme pour les **femmes** (respectivement +0,2 % et +0,3 %, après -1,0 %). Sur un an, la demande d'emploi féminine continue de décroître (-0,4 %, après -0,9 %) alors que la masculine maintient sa hausse de +0,3 %.

Seule la tranche d'âge des **jeunes de moins de 25 ans** continue de reculer, bien que sur un rythme beaucoup moins soutenu qu'au 2^e trimestre 2024 : -0,2 %, après -1,2 %. Sur un an, leur nombre est quasi-stable, après quatre trimestres de forte élévation : +0,1 %, après +1,9 %. Dans le même temps, la demande d'emploi des **seniors** repart à la hausse : +0,7 %, après -0,7 %. Sur un an également, le fléchissement cesse, après trois années de baisse ininterrompue : +0,2 %, après -1,0 %.

Le nombre de **demandeurs d'emploi de longue durée** (inscrits depuis un an ou plus) augmente à nouveau sur un trimestre (+0,2 %, après -1,2 %) et continue de s'élever sur un an (+0,8 %, après +0,4 %). Leur part dans l'ensemble des demandeurs d'emploi en catégories A, B, C se stabilise à 42,0 %. Parallèlement, le nombre **d'inscrits depuis moins d'un an** renoue avec la hausse en rythme trimestriel (+0,4 %, après -0,8 %), mais poursuit sa baisse annuelle (-0,7 %, après -0,8 %).

La demande d'emploi s'accroît à nouveau dans la moitié des **départements** de la région au 3^e trimestre 2024 : le Var (+0,7 %, après -1,5 %), les Bouches-du-Rhône (+0,5 %, après -0,9 %) et le Vaucluse (+0,5 %, après -0,1 %). L'autre moitié des départements poursuit sa diminution entamée en début d'année : les Alpes-Maritimes (-0,4 %, après -1,4 %), les Alpes-de-Haute-Provence (-0,5 %, après -0,8 %) et les Hautes-Alpes (-1,3 %, après -1,6 %).

► **Pour en savoir plus** : « [Été 2024 : regain inopiné de l'emploi, chômage toujours au plus bas](#) », [Dreets Provence-Alpes-Côte d'Azur, n° 16, janvier 2025](#)

Taux de chômage quasi-stable à 7,9 %.

Le nombre de demandeurs d'emploi de longue durée de nouveau à la hausse.

87 000 reprises d'emploi d'une durée d'un mois ou plus ce trimestre.

Baisse annuelle des retours à l'emploi ce trimestre

Au cours du 3^e trimestre 2024, près de 87000 demandeurs d'emploi inscrits en catégories A et B ont accédé à un emploi d'un mois ou plus, soit une baisse de -1,5 % par rapport au 3^e trimestre 2023.

La majorité des **départements** connaît une baisse annuelle du volume des reprises d'emploi. Elle est plus forte dans les Alpes-Maritimes (-3,2 %), suivies des Hautes-Alpes (-2,6 %), des Alpes-de-Haute-Provence (-2,3 %), des Bouches-du-Rhône (-2,0 %) et du Var (-0,3 %). Seul le département du Vaucluse connaît une augmentation (+1,8 %). La part des demandeurs d'emploi **bénéficiaires du RSA** avec une reprise d'emploi est de 9 % sur l'ensemble des retours à l'emploi et de 16 % sur les inscrits en catégories A et B (13 % en catégories A, B et C).

Le **taux de retours à l'emploi** (retours à l'emploi ramenés aux demandeurs d'emploi en catégories A et B) s'établit à 9,2 % (-0,1 point sur un an). Quatre départements ont un taux supérieur à celui de la région : Alpes-Maritimes (9,6 %), Var (9,9 %), Alpes-de-Haute-Provence (9,9 %) et Hautes-Alpes (13,8 %). Les Bouches-du-Rhône et le Vaucluse ont quant à eux des taux inférieurs à celui de la région (respectivement 8,6 % et 8,8 %).

L'indicateur conjoncturel de durée au chômage (ICDC) se dégrade de nouveau au 3^e trimestre 2024

Au 3^e trimestre 2024, un demandeur d'emploi de **Provence-Alpes-Côte d'Azur** reste, en moyenne, inscrit consécutivement plus de dix mois et trois semaines (327 jours) sur les listes de France Travail. Après une amélioration en début 2024, l'indicateur se dégrade de plus de trois semaines (+24 jours) au cours des 2^e et 3^e trimestres 2024. Cette hausse concerne toutes les populations : les plus fortes dégradations concernent les femmes (341 jours, +21 jours en trois mois) et plus particulièrement les femmes de 25-49 ans (337 jours, +23 jours), les professions intermédiaires (403 jours, +31 jours) et les seniors (484 jours, +19 jours). En rythme annuel, l'ICDC régional se détériore de plus de deux semaines.

Concernant les **domaines professionnels**, tous les indicateurs sont en hausse au cours du 3^e trimestre 2024 dont la *Communication, média, multimédia* (382 jours, +43 jours en un trimestre), le *Support à l'entreprise* (391 jours, +34 jours) et les *Arts, façonnage d'ouvrages d'art* (370 jours, +31 jours). Les ICDC qui se détériorent le moins au cours de ce trimestre proviennent des secteurs de *l'Installation et maintenance* (302 jours), de *l'Hôtellerie-restauration, tourisme, loisirs, animation* (312 jours) et du *Transport, logistique* (310 jours).

L'ICDC est un indicateur conjoncturel proposé par France Travail dans le but de synthétiser l'incidence de la conjoncture économique sur l'état du marché du travail, et les opportunités qu'il offre pour trouver un emploi. Il reproduit le **calcul de l'espérance de vie d'une population** en évaluant la durée moyenne de chômage d'une cohorte fictive de demandeurs d'emploi qui connaîtraient durant toute la période de chômage les mêmes conditions sur le marché du travail que celles du trimestre considéré.

En ce qui concerne les demandeurs d'emploi **bénéficiaires du RSA**, l'ICDC est de 307 jours. Cette durée est plus élevée que celle de la région dans le Vaucluse (341 jours), les Alpes-de-Haute-Provence et les Bouches-du-Rhône (325 jours chacun). L'ICDC se détériore au cours de ce trimestre dans tous les départements, à l'exception des Alpes-de-Haute-Provence et du Vaucluse qui stagnent (respectivement -1 et -3 jours).

Un volume d'offres d'emploi collectées par France Travail en dessous des années précédentes

En 2023, le nombre d'offres d'emploi collectées par France Travail est en léger recul par rapport à 2022 mais se maintient à un niveau élevé. L'année 2024 connaît en revanche un net recul du nombre d'offres collectées sur les trois premiers trimestres. En cumul sur 12 mois d'octobre 2023 à septembre 2024, le nombre d'offres collectées diminue de -10,1% par rapport à l'année précédente. Cette diminution, observée dans l'ensemble des départements, est plus rapide au niveau régional qu'au niveau national.

En septembre 2024 (en cumul depuis octobre 2023), le nombre d'offres d'emploi collectées baisse, notamment dans l'hôtellerie-restauration, le commerce, vente et grande distribution, et les services à la personne et à la collectivité. Ces trois domaines représentent conjointement un peu moins de la moitié des offres. La diminution des offres collectées est plus contenue dans le domaine de l'industrie.

Volume mensuel d'offres déposées à France Travail en Provence - Alpes - Côte d'Azur
Données brutes



Source : France Travail - STMAT Offres.

► Pour en savoir plus : [Statistiques et analyses, France Travail](#)

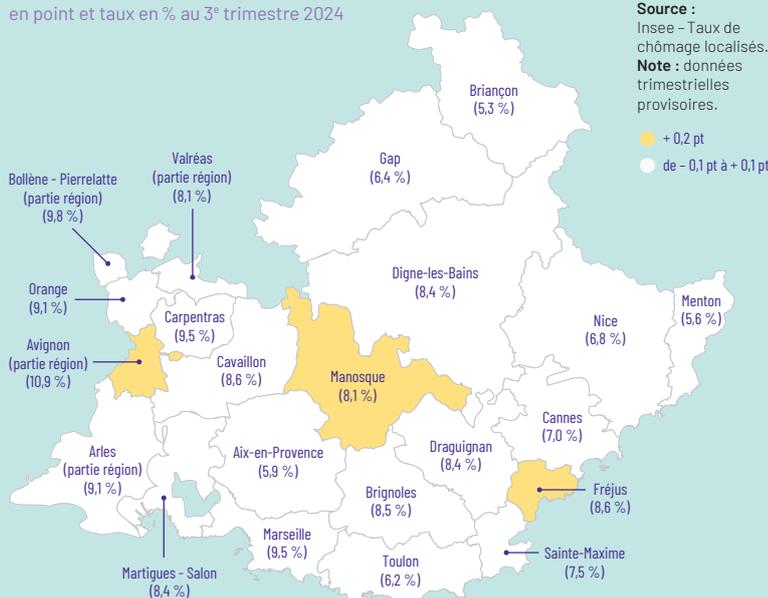
Zoom sur le marché du travail

Le taux de chômage est quasi-stable dans la plupart des zones d'emploi de la région

La quasi-stabilité du taux de chômage régional s'observe dans la plupart des zones d'emploi de Provence-Alpes-Côte d'Azur, sauf dans celles de Manosque (8,1%), Fréjus (8,6%) et Avignon (partie région, 10,9%) où il progresse de +0,2 point.

Évolution du taux de chômage par zone d'emploi de Provence-Alpes-Côte d'Azur entre les 2^e et 3^e trimestres 2024

Données corrigées des variations saisonnières, évolution trimestrielle en point et taux en % au 3^e trimestre 2024



Source : Insee - Taux de chômage localisés. Note : données trimestrielles provisoires.

● + 0,2 pt
○ de - 0,1 pt à + 0,1 pt

Provence - Alpes - Côte d'Azur : 7,9% (+0,1 pt)
France métropolitaine : 7,2% (+0,1 pt)

Situation sociale

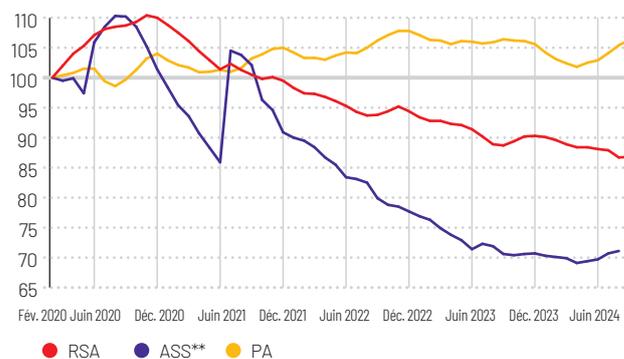
La diminution du nombre de bénéficiaires du RSA ralentit

Au 3^e trimestre 2024, le nombre de foyers bénéficiaires du **Revenu de solidarité active (RSA)** s'établit à 139 000 en Provence-Alpes-Côte d'Azur. Il poursuit sa baisse amorcée mi-2021, mais sur un rythme de moins en moins soutenu (-2,1 % sur un an, soit -3 000 foyers bénéficiaires, après -3,6 % au 2^e trimestre). Cette diminution s'observe dans quasiment tous les départements de la région, à l'exception des Bouches-du-Rhône et du Var où le recul s'interrompt (respectivement +0,1 % et +0,6 %). Au niveau national, les effectifs repartent à la hausse pour la 1^{re} fois en plus de trois ans (+0,5 % sur un an, après -1,3 %).

Depuis l'arrêt des mesures de prolongation à l'assurance chômage mi-2021 qui avait conduit à une forte remontée du nombre de bénéficiaires de l'**Allocation spécifique de solidarité (ASS)** en juillet, les effectifs ne cessent de diminuer. Cependant, comme pour le RSA, le recul est de moins en moins prononcé : fin août 2024, le nombre d'allocataires s'établit à 19 700 (-1,1 % sur un an, après -4,7 % fin mai 2024). Cette baisse, identique au niveau national, concerne tous les départements de la région, sauf les Bouches-du-Rhône (+0,4 %), qui enregistrent leur 1^{re} élévation en trois ans et demi, et le Var (+1,2 %), dont les effectifs étaient déjà repartis à la hausse dès juin.

Parallèlement, le nombre de foyers bénéficiaires de la **Prime d'activité (PA)** se stabilise sur un an dans la région au 3^e trimestre 2024, après trois trimestres de recul (-3,0 % au 2^e trimestre), et s'établit à 387 400. La baisse se poursuit dans tous les départe-

Évolution du nombre de bénéficiaires* des principales prestations sociales en Provence - Alpes - Côte d'Azur
Données brutes, base 100 à fin février 2020



* Pour le RSA et la PA, la notion de bénéficiaires renvoie à celle de foyer et non d'individu. Pour l'ASS, elle renvoie à l'individu qui perçoit l'allocation.

** Données à fin août

Note : données provisoires

Sources : Cnaf, Allstat FR6 et FR2 ; MSA; France Travail, FNA - Traitements : Drees

tements, sauf les Bouches-du-Rhône et le Var (respectivement +0,4 % et +0,8 %). En France métropolitaine, les effectifs repartent légèrement à la hausse (+0,7 %, après -3,1 %).

► [Pour en savoir plus : « Été 2024 : regain inopiné de l'emploi, chômage toujours au plus bas », Drees Provence-Alpes-Côte d'Azur, n° 16, janvier 2025](#)

Indicateurs avancés

Selon les estimations de la Banque de France, en décembre 2024, l'activité en France a peu évolué dans l'*Industrie* et le *Bâtiment*, et a continué de progresser dans les *Services marchands*. En janvier 2025, l'activité progresserait dans l'*Industrie* et dans une moindre mesure dans le *Bâtiment*, et ralentirait dans les *Services marchands*. Les carnets de commandes sont jugés bas dans tous les secteurs de l'*Industrie*, hormis l'aéronautique. Ils repartent à la baisse dans le *Bâtiment*.

À l'image de la tendance nationale, fin 2024, l'activité en Provence-Alpes-Côte d'Azur est apparue bien orientée dans le secteur des *Services marchands* et relativement atone dans les autres compartiments de l'économie. L'emploi reste défensif sauf dans les *Travaux publics* où les effectifs ont été réduits.

Des hausses de prix ont été observées hormis dans le secteur de la *Construction* où la situation est plus tendue.

En ce début d'année 2025, les anticipations d'activité paraissent favorables mais sont toujours teintées d'incertitudes au regard du contexte politique.

► [Pour en savoir plus : Tendances régionales : Provence-Alpes-Côte d'Azur - Décembre 2024 | Banque de France](#)

Observation Partenariale de la Conjoncture

Mis en place en mars 2009 pour observer et anticiper les effets de la crise en Provence - Alpes - Côte d'Azur dans les domaines de l'économie, de l'emploi et sur le marché du travail, le dispositif « Observation Partenariale de la Conjoncture » (OPC) est un réseau d'experts de la conjoncture régionale animé par le Carif-Oref et constitué de la Région, la Dreets, France Travail, l'Insee, la Banque de France et l'Urssaf.

Ce réseau a pour vocation d'élaborer des diagnostics conjoncturels partagés en confrontant les données et les analyses. Il s'agit également d'un lieu d'échanges - ouvert aux acteurs de l'observation en région - sur les statistiques conjoncturelles comme sur les aspects méthodologiques, et de construction de connaissances partenariales et multithématiques.

Par le caractère opérationnel de ses productions, OPC a également pour objectif de répondre aux besoins des décideurs en éclairant les évolutions économiques de court et moyen termes en région et dans les territoires infrarégionaux.

OPC c'est chaque trimestre :

- Une concertation des experts.
- Une séance plénière ouverte au public.
- Une diffusion du Communiqué.
- Une actualisation de la veille.

Retrouvez toutes nos ressources sur :

www.observation-partenariale-conjoncture.org

**Directrice
de publication**
Géraldine Daniel

Coordination Carif-Oref
Fabien Miroso
Liliana Rojas-Estrada

Réalisation
Groupe technique
d'OPC

**Conception
graphique - PAO**
www.gachwell.com

Rédaction finalisée le 22 janvier 2025

